

« La raison délirante de l'Europe, un nouveau fascisme mou ? », c'est le titre d'un papier publié récemment dans « Libération », et dont voici l'introduction et la conclusion :

La raison délirante de l'Europe, un nouveau fascisme mou ?

par **Laurent de SUTTER**, Professeur de théorie du droit, à la Vrije Universiteit de Bruxelles et directeur de la collection « Perspectives critiques » aux Presses universitaires de France. (Source : « [Libération](#) »)

Il est temps d'ouvrir les yeux : les autorités qui se trouvent à la tête de l'Europe incarnent un fascisme nouveau. Ce fascisme, ce n'est plus celui, manifeste et assumé, qui a fait du XXe siècle l'un des grands siècles de la laideur politique ; il s'agit plutôt d'un fascisme mou et retors, dissimulant ses intentions mauvaises derrière un langage qui se voudrait de raison. Mais la raison que manifestent tous ceux qui, aujourd'hui, se trouvent forcés de discuter avec le Premier ministre grec, Alexis Tsípras, est en réalité une raison délirante. Elle l'est sur plusieurs plans.

[...] [(délirant sur le plan politique, sur le plan économique, et sur le plan de la raison)] [...]

Ce délire généralisé, que manifestent les autorités européennes, doit être interrogé. Pourquoi se déploie-t-il de manière si impudique sous nos yeux ? Pourquoi continue-t-il à faire semblant de se trouver des raisons, lorsque ces raisons n'ont plus aucun sens - ne sont que des mots vides, des slogans creux et des logiques inconsistantes ?

La réponse est simple : il s'agit bien de fascisme. Il s'agit de se donner une couverture idéologique de pure convention, un discours auquel on fait semblant d'adhérer, pour, en vérité, réaliser une autre opération. Comme je l'ai suggéré plus haut, cette autre opération est une opération d'ordre : il s'agit de s'assurer de la domestication toujours plus dure des populations européennes - de ce qu'elles ne réagiront pas aux mesures de plus en plus violentes prises à leur encontre.

Des gouvernements qui se prétendent démocratiques ont été élus par les différentes populations européennes - **mais ce sont des gouvernements dont le programme caché est tout le contraire : ce sont des gouvernements qui souhaitent la fin de la démocratie, car la démocratie ne les arrange pas.** Tout le reste n'est que prétexte.

Or, ce que le nouveau gouvernement grec tente de réaliser, c'est réintroduire un peu de réalisme au milieu de l'in vraisemblable délire politique, économique et rationnel dans lequel baigne l'Europe - donc un peu de démocratie. Mais, ce faisant, il rend apparent l'ampleur de la crapulerie régnant dans les autres pays du continent - et, cela, on ne le lui pardonnera pas.

Laurent de SUTTER, Professeur de théorie du droit, à la Vrije Universiteit de Bruxelles et directeur de la collection « Perspectives critiques » aux Presses universitaires de France

Source : « [Libération](#) »

Mon commentaire :

Le point d'interrogation du titre de l'article est en trop.

Et le fascisme 2.0 régime autoritaire européen est clairement de moins en moins « mou ».

Les politiques publiques régressives qui sont imposées aux peuples ne sont « délirantes » que du point de vue des électeurs trop gentils qui font confiance aux « élus », comme si les « élus » servaient l'intérêt général.

Mais du point de vue des banquiers qui, en réalité, font élire nos maîtres (pour qu'ils servent prioritairement leurs intérêts de banquiers), rien n'est « délirant » : du point de vue de la réalité, tout se passe comme prévu. Les « élus » font bien leur job, d'escrocs professionnels.

Ce qui est délirant, c'est notre crédulité dans les bobards des défenseurs du faux « suffrage universel » (quand nous acceptons gentiment d'« élire des rois au lieu de voter nos lois »).

Il est urgent d'apprendre — entre nous, sans attendre aucune aide d'aucun notable — à remettre les mots importants à l'endroit (démocratie, ploutocratie, fascisme, représentant, suffrage, citoyen, monnaie, tirage au sort, conflit d'intérêts, référendum d'initiative citoyenne...), car on ne peut pas penser à

l'endroit avec des mots à l'envers.

Une fois les mots importants redevenus opérationnels, il apparaît alors vital, comme une évidence, naturelle, d'instituer nous-mêmes des procédures de désignation et de contrôle des acteurs politiques qui rendent IMPOSSIBLE D'AIDER DES CANDIDATS.

Car le vice suprême de l'élection-parmi-des-candidats, plus grave encore que de donner le pouvoir à ceux qui le veulent (ce qui est déjà une folie, on le sait depuis Platon), est de PERMETTRE D'AIDER des candidats à gagner la compétition électorale, ce que ne manquent jamais de faire les plus riches — évidemment ! —, toujours et partout, car cette aide fait des « élus » leurs serviteurs (ce qui est proprement un immense scandale, et le premier d'une longue série), aux dépens des gogos que sont les « électeurs ».

Le TIRAGE AU SORT est LA SEULE procédure qui n'offre AUCUNE PRISE à cette corruption au moment de désigner des acteurs politiques, notamment les membres d'une Assemblée constituante, mais aussi ceux des (très nécessaires) Chambres de contrôle.

La solution ne viendra pas des « élus » (qui sont précisément ceux qui nous ont mis dans cette prison politique, depuis 200 ans) : la solution ne peut venir que du peuple lui-même. Il faut que les électeurs s'entraînent, personnellement et quotidiennement, et deviennent des citoyens constituants.

Plus tard, on saura sans doute que citoyen constituant est un pléonasme : il n'est de citoyens que constituants. Il faut comprendre (et ensuite expliquer aux autres, vite) l'importance centrale, fondamentale, de NE PAS ÉLIRE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

Faites passer.

Nota : voici l'adresse du fil de commentaires Facebook correspondant à ce billet : <https://www.facebook.com/etienne.chouard/posts/10153348552507317>